

Monsieur Fayez al Sarraj  
Chef du gouvernement libyen  
Tripoli

Paris, 9 aout 2018

Monsieur le Premier ministre,

Dans un communiqué datant du 3 août 2018, le Foreign Media Department (FMD) rattaché au ministère des Affaires étrangères libyen a annoncé une série de nouvelles mesures sans précédent qui entravent encore davantage le travail des journalistes internationaux et des correspondants libyens des médias étrangers.

Aux délais interminables pour l'obtention et le renouvellement des visas, aux innombrables obstacles administratifs et aux pressions diverses vient s'ajouter une série de 13 mesures auxquelles doivent se soumettre les journalistes internationaux et les correspondants libyens des médias étrangers souhaitant obtenir une accréditation auprès du ministère de la Formation et de l'Emploi pour travailler en Libye.

Ces 13 mesures sont autant de nouvelles démarches administratives qui doivent être effectuées devant de multiples organes, et qui constituent de véritables entraves aux libertés journalistiques.

Sous prétexte de leur offrir de meilleures garanties de sécurité, le FMD étend sa chape de plomb sur les médias étrangers alors que, à l'approche des élections générales qui se tiendront le 10

décembre, la liberté de l'information se révèle plus que jamais vitale pour un débat démocratique et pluraliste dans le pays.

Depuis fin 2017, toutes les accréditations ont été annulées au motif de la mise en place de ces nouvelles procédures. Depuis, le FMD les a remplacées par des mécanismes qui visent à empêcher les journalistes de travailler de manière libre et indépendante. Et il n'accorde que des autorisations temporaires délivrées de manière sporadique. De nombreux journalistes se sont donc retrouvés sans accréditation, ce qui les expose à être expulsés ou à des agressions.

Nos organisations souhaitent également vous faire part de leur extrême préoccupation quant à l'incessante surenchère qui rend la pratique du journalisme presque impossible aujourd'hui. Le FMD exige des journalistes de couvrir exclusivement les événements dont il est partie prenante et obstrue le travail de ceux qui ne se plient pas à ses exigences par le biais du chantage à l'accréditation, obligeant les agences internationales à se séparer de certains de leurs correspondants. Tous les témoignages concordent : travailler à Tripoli est une gageure qui oblige les journalistes à engager leur sécurité aussi bien physique que juridique.

En outre, nous estimons crucial de rappeler que la contrainte imposée aux journalistes de porter un gilet estampillé presse et affichant le logo du FMD constitue une atteinte à l'indépendance des médias et un danger pour la vie de leurs collaborateurs dans un pays où chaque acteur des médias représente une cible.

Monsieur le Premier ministre, l'ensemble de ces obligations injustes constitue des restrictions à la liberté d'informer et éloigne un peu plus chaque jour la Libye des aspirations démocratiques que le peuple a exprimées en 2011.

Ainsi, RSF et le LCFP demandent au gouvernement libyen de :

1. cesser d'entraver le travail des journalistes internationaux et des correspondants libyens de médias étrangers.
2. respecter la liberté de l'exercice du journalisme des journalistes internationaux et des correspondants libyens de médias étrangers en mettant en place une procédure simple et claire d'obtention des accréditations.

3. permettre aux journalistes internationaux et correspondants libyens de médias étrangers accrédités d'effectuer leur travail en toute liberté.

En vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à notre appel et restant à votre disposition pour tout échange sur le sujet, nous vous adressons, Monsieur le Chef du gouvernement, l'expression de notre très haute considération.

Christophe Deloire

Secrétaire général

Reporters sans frontières

Mohamed Ennajem

Directeur exécutif

Centre libyen pour la liberté de la presse